

UNE JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES GAZ DE SCHISTE



Aujourd'hui a lieu dans le monde entier la deuxième journée internationale contre la fracturation hydraulique.

Un peu partout dans le monde émergent des mobilisations contre l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste et contre la fracturation hydraulique : la lutte des paysans polonais à Zurawlow contre Chevron, l'opposition au forage de Cuadrilla à Balcombe en Angleterre, la mobilisation québécoise pour préserver l'île d'Anticosti, les tribus du New-Brunswick au Canada, la protestation de la communauté Mapuche en Argentine, la résistance des mouvements de citoyens aux États-Unis, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Roumanie, au Maghreb.

Toutes ces communautés humaines qui résistent sont unies dans un mouvement mondial :

- parce que la fracturation hydraulique avec l'envoi de milliers de litres d'eau par puits et de nombreux produits chimiques classés pour certains comme cancérigènes est source de pollution des nappes phréatiques et d'appauvrissement, voire de tarissement de nos réserves en eau;
- parce que le méthane rejeté dans l'atmosphère augmente considérablement les émissions de gaz à effet de serre;
- parce que l'indépendance énergétique atteinte grâce au gaz de schiste est un mythe véhiculé par l'Agence Internationale de l'Énergie qui utilise des modèles figés ne tenant pas compte de facteurs fondamentaux comme les ressources en eau, les réactions populaires...;
- parce que le nombre d'emplois créés est surévalué comme l'a démontré Thomas Porcher, économiste, dans : "Le mirage du gaz de schiste";

- parce que nous ne voulons pas que par profit, les industries pétrolières détruisent et sacrifient nos territoires, la terre et l'eau, biens communs.

Malgré la décision du Conseil Constitutionnel, rendue vendredi 11 octobre, de valider les articles 1 et 3 de la loi du 13 juillet 2011 interdisant la fracturation hydraulique, la question du gaz de schiste n'est pas close. Les voix des pétroliers et de certains politiques se sont déjà élevées pour demander la mise en place de la "Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux" et des "expérimentations réalisées à seules fins de recherche scientifique sous contrôle public". Nous savons que celles-ci représentent une porte ouverte à l'exploration, et donc à terme à l'exploitation par une technique d'un autre nom mais aux mêmes impacts.

Nous appelons le gouvernement à prendre des mesures pour se mettre en cohérence avec l'esprit de la loi, et à :

- abroger les permis visant de manière implicite l'exploration d'hydrocarbures non conventionnels actuellement en cours. Notamment ceux du Bassin d'Als, de Seine-et-Marne, du Jura... ;
- arrêter de délivrer de nouveaux permis de recherche comme il le fait depuis le 27 août;
- trouver des réponses juridiques stables et pérennes pour rejeter définitivement les dizaines de demandes d'octroi (118 !), de prolongation et de mutation de permis.

Cette journée de mobilisations, 8 en France, 96 aux États-Unis et 53 dans d'autres pays, nous donne l'occasion de rappeler au gouvernement que nous sommes toujours autant déterminés, que nous ne voulons pas d'exploration et d'exploitation des gaz et huiles de schiste, que l'avenir de notre planète, passe par la transition énergétique, et non par le développement des énergies fossiles.

NE LES LAISSONS PAS FAIRE, NI ICI, NI AILLEURS, NI AUJOURD'HUI, NI DEMAIN !



Contacts :

- Roynac : nonaugazdeschiste.roynac26@orange.fr
- Crest : nonaugazdeschistevaldedrome@gmail.com
- Montélimar : nonaugazdeschistemontelimar@gmail.com
- Valence : stopgds-grandvalentinois@groups.live.com
- Ardèche : contact@stopaugazdeschiste07.org
- Montpellier littoral : enjesandemy@hotmail.com
- Basta ! Gaz Ales : collectifgaz30@free.fr
- Anduze : contact@collectifagdsanduse.info
- Gardanne : collectifgazdegardanne@laposte.net